



GUERRES ET PAIX AU XXI^e SIECLE

Le Karabakh, otage du bras de fer turco-russe

PAR TIGRANE YÉGAVIAN

chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)

Fallait-il mourir pour Chouchi ?

PEUPLÉE majoritairement d'Arméniens et attribuée arbitrairement à l'Azerbaïdjan en 1921 par le pouvoir soviétique, l'enclave du Karabakh a connu une première guerre entre 1988 et 1994 qui s'est achevée par un cessez-le-feu en faveur des forces arméniennes. La guerre de l'automne 2020 consacre la victoire militaire de l'Azerbaïdjan et de son allié turc.

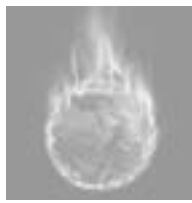
43 jours, c'est le temps que l'armée azerbaïdjanaise, plus forte en nombre et en armes, épaulée par la Turquie et par près de 2 500 mercenaires djihadistes syriens, a mis pour faire plier une défense arménienne dépassée par la supériorité technologique et la maîtrise du ciel des drones israéliens et turcs. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 2020, Nikol Pachi-nian, Premier ministre d'Arménie, s'est résolu à signer un accord de cessez-le-feu qui contraint les Arméniens à renoncer aux territoires qui constituaient une ceinture de protection autour de l'enclave, elle-même amputée d'un millier de kilomètres carrés et de la symbolique ville de Chouchi, l'ancienne capitale karabaghiote.

Au début des années 1990, les Arméniens étaient parvenus à consolider autour du territoire de l'ancienne région autonome un glacis de 7 000 km², contrôlant les sept districts azerbaïdjanais afin de désenclaver le Karabakh et de négocier l'échange de territoires contre la paix. Côté Azerbaïdjan, cette défaite et la perte de 15 % du territoire national ont attisé un esprit de revanche alimenté par une hystérie anti-ar-

ménienne instituée en dogme d'État avec l'arrivée au pouvoir, à Bakou, de Ilham Aliyev, succédant à son père Haydar, en 2003. Grâce à la rente pétrolière, l'armée azerbaïdjanaise a poursuivi inlassablement son réarmement, forte du soutien de la Turquie et des livraisons de drones et de matériel militaire israéliens dans le cadre d'un partenariat géostratégique très étroit entre Bakou et Tel-Aviv.

UNE DÉFAITE DIPLOMATIQUE POUR L'ARMÉNIE. Mis en place sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le groupe de Minsk, coprésidé par les États-Unis, la France et la Russie, n'a pu parvenir à une solution sur la base de concessions mutuelles, chaque camp se retranchant dans des positions maximalistes. L'absence de reconnaissance de la république du Haut-Karabakh par l'Arménie et par la communauté internationale a montré que le principe de l'intégrité territoriale primait sur celui de l'autodétermination, comme l'atteste le vote des résolutions 822, 853, 874 et 884 par le Conseil de sécurité en 1993, exigeant le retrait des forces arméniennes locales du glacis entourant le Karabakh.

L'erreur des élites arméniennes a été de songer que le *statu quo* (intenable) se maintiendrait *sine die*. Leur impéritie, une économie monopolistique mise en coupe réglée par les oligarques et l'absence de culture étatique ont entraîné une émigration massive et la captation des ressources par une



GUERRES ET PAIX AU XXI^e SIECLE

oligarchie corrompue et prédatrice. Ce faisant, le rapport de force est devenu défavorable pour l'Arménie. Exsangue, dépeuplée, tributaire d'une alliance asymétrique avec le grand frère russe, elle peine à faire face à un Azerbaïdjan trois fois plus grand, peuplé de 10 millions d'habitants, dirigé par un régime autoritaire fort de ses réserves d'hydrocarbures et du soutien de la Turquie et d'Israël. La première grande alerte est survenue en avril 2016 lorsque, pendant quatre jours, les forces azerbaïdjanaises ont tenté de percer la « ligne de contact », réalisant quelques gains territoriaux minimes. La Russie a alors sifflé à temps la fin de la partie. Cette fois-ci, l'apparition de la Turquie aux commandes a considérablement changé la donne.

UN ENCHEVÊTREMENT DE CONFLICTUALITÉS. De nature postcoloniale, le conflit du Karabakh a été rattrapé par la mondialisation. Désormais, plusieurs conflictualités se superposent : une guerre d'anéantissement opposant l'armée azerbaïdjanaise et les forces spéciales turques aux forces arméniennes ; un affrontement russo-turc, visant à créer une sorte de condominium calqué sur les modèles syrien et libyen – l'entente russo-turque a permis *a minima* d'exclure les Occidentaux du processus de règlement du conflit ; enfin, une guerre froide opposant Iraniens et Israéliens. Allié géostratégique de Bakou, qui lui fournit 40 % de son pétrole et à



Depuis son attribution à l'Azerbaïdjan en 1921 par le pouvoir soviétique, le Haut-Karabakh est source de désaccord et d'affrontement entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

qui il fournit 60 % de ses armements (drones, blindés...), Israël considère l'Azerbaïdjan comme une base arrière contre l'Iran¹ ; Téhéran a, tout au long du conflit, massé des unités à sa frontière nord, limitrophe de la zone du conflit, appuyant l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan tout en craignant la présence des djihadistes syriens, d'une part, et des agents israéliens, d'autre part. D'autres acteurs ont, par leur retenue, joué un rôle dans la victoire turco-azérbaidjanaise. C'est le cas des États-Unis qui, sous l'administration de Donald Trump, ont manifesté leur manque d'intérêt à l'égard du groupe de Minsk. La diplomatie française, attachée au maintien du *statu quo*, s'est retrouvée considérablement affaiblie. Le Royaume-Uni, très lié à l'Azerbaïdjan, a bloqué tout projet de résolution onusienne. Ajoutons à cela un contexte de pandémie et la mise en activité du gazoduc TAP reliant la mer Caspienne à la mer



Adriatique, la paralysie des Occidentaux n'en a été que plus prononcée.

UN BILAN TRÈS LOURD. Pour l'Arménie, l'offensive turco-azerbaïdjanaise a ravivé le souvenir douloureux du génocide de 1915 et a été vécue comme une guerre d'anéantissement. Près de 5 000 soldats arméniens ont perdu la vie en six semaines de combat, soit une part importante de la classe d'âge des 18-20 ans. Équivalent, le nombre de morts côté azerbaïdjanais n'a été communiqué qu'après la fin des hostilités.

Fidèle à l'instrumentalisation du levier panturquiste lors du défilé de la victoire du 10 décembre 2020, à Bakou, dirigeants turc et azerbaïdjanais ont salué la mémoire des responsables génocidaires ottomans. Pour les Arméniens, ce péril n'est pas une chimère. En témoigne l'article 9 de l'accord de cessez-le-feu qui précise qu'une route reliant l'exclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan sous la surveillance du service fédéral de sécurité russe (FSB) transitera par le territoire arménien.

L'usage massif par l'Azerbaïdjan d'armements interdits par le droit international humanitaire (bombes à sous-munition, armes au phosphore blanc, drones kamikazes, etc.) a été dénoncé par diverses organisations non gouvernementales. Les Azerbaïdjanais, et leurs supplétifs djihadistes, ont multiplié les actes de violence contre les civils et les militaires arméniens (tortures, décapitations, mutilations de cadavres, etc.). Dans la foulée du cessez-le-feu, le défenseur des droits du Karabakh a publié un rapport relevant les innombrables atteintes aux droits de l'homme et les conséquences désastreuses de cette guerre sur les populations civiles, s'alarmant des appels au meurtre d'enfants².

Alors que l'Arménie traverse une des crises politiques les plus graves de son histoire contemporaine, un climat de discorde s'est installé. Ancien journaliste révolutionnaire, le Premier ministre Nikol Pachinian, dont la gestion de la guerre et du dossier du Karabakh a fait preuve d'amateurisme, voire d'imprudence, a été désigné comme le premier bouc émissaire. Le 25 avril 2021, il a annoncé de nouvelles élections législatives anticipées. Mais qui pour le remplacer ? Les caciques de

“ Russes et Turcs sont appelés à étendre leur champ de rivalité et de coopération dans cette partie du Caucase. ”

l'ancien régime, honnis par la population, croient leur heure venue. Pendant ce temps, l'armée azerbaïdjanaise a pris pied dans plusieurs villages arméniens dans la région du sud où la frontière demeure mal délimitée. Le patrimoine arménien du Karabakh passé dans les zones sous contrôle de l'Azerbaïdjan est menacé de destruction. Alors que l'avenir du statut du Haut-Karabakh demeure une grande inconnue, les Russes ont déployé, pour une durée de cinq ans, 2 000 soldats de maintien de la paix et mis en place leur administration au Karabakh. Russes et Turcs sont appelés à étendre leur champ de rivalité et de coopération dans cette partie du Caucase pour le bonheur des uns et le malheur des autres. •

1. Étienne Pellot, « Israël-Azerbaïdjan : l'axe du mal ! », *Afrique Asie*, 26 octobre 2020.

2. « Ad hoc Report on the Children Rights Affected by the Azerbaijani Attacks Against the Republic of Artsakh (Nagorno-Karabakh) », www.artsakhombuds.am, 9 novembre 2020.